

Similitudes et différences des différentes composantes de l'UDI.

Le mot **Indépendant** n'est pas très bien défini dans les statuts de l'UDI. Cette indépendance vis-à-vis de qui, de quoi s'exerce-t-elle ? Est-ce par rapport aux autres partis politiques, en particulier par rapport à l'UMP ? Il est toutefois précisé que nous faisons partie de la droite du centre. Ou est-ce que l'UDI est aussi le parti des indépendants, de ceux qui ne veulent pas être encartés dans un parti politique mais qui défendraient les mêmes valeurs ?

Par contre ce qui est certain, comme le mentionne le nom donné à notre formation, nous sommes des **démocrates**. Mais jusqu'où souhaitons-nous la démocratie ? Encore plus de décentralisation, plus de pouvoir au parlement qu'au gouvernement, l'introduction de la proportionnelle totale, mixte, en petite partie, démocratie directe, droit de référendum décrété par le peuple, droit d'initiative populaire ... ?

Sommes-nous des républicains ? Ce qui implique l'application d'un volontarisme politique de l'Etat pour prôner certaines valeurs fortes inscrites dans la constitution et difficilement interchangeable. L'Etat ne joue alors pas seulement un rôle de veiller à la bonne application de ce que le peuple ou les élus du peuple ont décidé, mais va s'impliquer de façon plus importante dans la vie de la société. Sans être du tout des antagonistes, plus de république, c'est quand même un peu moins de démocratie.

C'est surtout un certain frein à une valeur qui a toujours été prônée par le centre droit, de façon plus importante que ne le faisait l'UMP, le **libéralisme**. Certes, le côté **social** de nos partis de centre droit a toujours freiné l'ultralibéralisme ou le capitalisme sauvage et s'est réjoui d'une certaine intervention de l'Etat pour défendre le droit des employés et des ouvriers ; mais, jusqu'où sommes-nous d'accord que l'Etat intervienne dans l'économie ? Que penser de l'Etat actionnaire, des nationalisations ? Quelles charges peut-on faire supporter aux entreprises ? la part des employeurs, celle des employés ? Quel rapport souhaitons-nous entre l'Etat et les banques ?

Nous devons également définir quel **humanisme** nous voulons défendre. Est-ce l'humanisme d'inspiration chrétienne comme le souhaitaient les pères fondateurs de notre mouvement à la fin de la deuxième guerre mondiale ? C'est-à-dire un humanisme plus théocentrique qu'anthropocentrique, un humanisme qui sans renier le libre choix, la liberté que nous confère la nature humaine, a des références plus transcendantes. Un humanisme qui dans un langage laïque se rapprocherait du personnalisme ? Ou est-ce l'humanisme moderne qui fait entièrement confiance à l'homme et aux idéaux qu'il projette et dont l'expérience nous a montré les dérives que certaines nations ont suivies, telles que le colonialisme, le nazisme, le racisme, le fascisme ? Ou est-ce un humanisme qui se rapproche du collectivisme, le bien du plus grand nombre, humanisme qui a été imposé dans les pays totalitaires communistes, mais qui n'est pas théoriquement exclu dans les démocraties ?

Notre humanisme devra répondre clairement à des problèmes de société comme le mariage pour tous, la procréation médicalement assistée, la dignité en fin de vie, le champ d'action de la recherche médicale, le droit des malades, des handicapés, le statut des condamnés, l'attitude à adopter envers la drogue et les drogués. Jusqu'où va la laïcité ? Plus de référence aux sources chrétiennes de nos lois, de nos us et coutumes ? Plus de Noël, ni de Pâques ?

Notre humanisme devra également aborder clairement un sujet que l'on n'aime pas, que la simple appellation fait fuir, à savoir l'identité nationale. Droit du sol, droit du sang, conditions de naturalisation, immigration : quota, critères, droits des immigrés, des sans papiers, intégration, vote des étrangers...

On est **européen**. C'est presque notre principale identité. Mais voulons-nous tous une Europe fédérale et non une confédération d'Etat ? Avec quelles structures précises ? Voulons-nous une seule Europe, ou plusieurs Europes, avec et sans l'euro, un petit noyau et des accords à la carte avec d'autres pays ? Quid de la Turquie ? De la Russie ?

On est **écologiste**. C'est une nouvelle valeur que l'on découvre avec notre chef de file J.L.Borloo, organisateur du Grenelle de l'environnement. Sommes-nous d'accord avec toutes les propositions ? Quid du nucléaire ?

Nos valeurs : **démocrate, libérale, humaniste, sociale, européen, écologiste**, apporteront-elles une lumière suffisante pour résoudre les autres problèmes ?

En économie : comment être compétitif ? La recherche ? La flexibilité ? La baisse des charges ?

Au niveau de la dette : la rigueur ? La relance ? La baisse de certaines dépenses publiques, le « dégraissage » de l'appareil de l'Etat,

Au niveau des institutions : faut-il revoir les échelons, particulièrement conseil général-conseil régional ? Supprimer le sénat ? Quid du cumul des mandats ? Vème république ou VIème république ?

Si à toutes ces questions, les différentes composantes de l'UDI ont la même réponse, formons un seul et grand parti. Quel avantage de maintenir différentes formations si ce n'est de préserver la carrière de certains leaders ? Si les divergences ne sont pas fondamentales, mais tout de même présentes, que l'UDI soit une fédération avec un fonctionnement bien établi pour respecter chaque formation et éviter la dispute fatale. Si les divergences sont trop importantes, il n'y a plus rien à espérer et l'UDI aura le sort de L'UDF en fin de règne ou de la pauvre ARES mort-née.

Henri Duruz